Repères

La réforme de la *matura* en Pologne

Pierre-Louis Gauthier et Jan Kuriata

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/1974>

DOI : 10.4000/ries.1974

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2003

Pagination : 105-109

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Pierre-Louis Gauthier et Jan Kuriata, « La réforme de la *matura* en Pologne », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 32 | avril 2003, mis en ligne le 01 mars 2008, consulté le 09 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1974> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.1974>

Ce document a été généré automatiquement le 9 juillet 2021.

© Tous droits réservés

Repères

La réforme de la *matura* en Pologne

Pierre-Louis Gauthier et Jan Kuriata

- 1 Les équivalences des diplômes et des niveaux de compétences, condition *sine qua non* de la mobilité universitaire et professionnelle, font débat au sein de l'Union européenne. L'enseignement secondaire et la certification qui le consacre et le sanctionne sont particulièrement concernés. Au moment où la Pologne intègre l'Union européenne, on peut s'interroger sur la structure éducative de ce nouveau partenaire européen qui connaît notamment un très vif débat concernant le baccalauréat polonais, la *matura*.

Rôle et place de l'enseignement secondaire

- 2 Tous les pays membres de l'Union européenne partagent très largement les mêmes objectifs en matière d'enseignement secondaire. L'éducation générale devrait y être dispensée uniformément dans un premier temps – un premier cycle disent les Français – et être suivie d'une phase de diversification marquée par des préoccupations technologiques, professionnelles, pré-universitaires.
- 3 Cependant, les structures éducatives restent variées, héritières de solides traditions culturelles nationales. Les évolutions sont tout aussi dissemblables, marquées par des choix et des orientations propres qui ne laissent pas présager une quelconque pensée unique en la matière. Certes une vague de réformes a permis, dans les années soixante, un accès généralisé à l'enseignement secondaire. Les mesures « à petits pas » qui ont suivi se sont révélées plus prudentes, voire frileuses, l'incertitude s'emparant des décideurs, à l'exception de l'Espagne plus hardiment engagée dans une refonte de son système.
- 4 C'est surtout dans le domaine de la certification que les changements sont restés timides, tardant à mettre en conformité le système de qualification avec les bouleversements générés par la démocratisation du secondaire et l'avancée inouïe des technologies nouvelles dans tous les secteurs professionnels.

- 5 Plus que tout autre aspect du système éducatif, la certification revêt une valeur symbolique pour les individus comme pour les pays concernés : que l'on songe à la valeur symbolique du baccalauréat en France et aux polémiques que soulève, d'instinct, toute velléité de réforme de l'examen. Tant et si bien que structure éducative et certification finissent par être traversées par des hiatus et des non-sens générateurs d'obsolescence. Pour beaucoup d'élèves, la certification, restée étrangère au devenir professionnel, a cessé d'être une fin en soi et ce d'autant plus que l'égalité tarde à s'établir entre les diplômes de sortie des différentes filières de l'enseignement secondaire : *quid* du baccalauréat professionnel ? Rares sont les pays, tels la Suède, qui prennent actuellement de réelles mesures à l'encontre de la rigidité du système.

La tradition éducative en Pologne

- 6 La Pologne, forte de son enracinement culturel, possède, comme tous les pays européens, une très ancienne tradition éducative liée dès le XIV^e siècle à l'antique université de Cracovie. Le système éducatif polonais a reflété les nombreuses vicissitudes de l'histoire nationale, permettant à « l'âme polonaise » de survivre à tous les partages de son territoire, à chaque éclipse de l'État-nation polonais. Le *Collegium Nobilium* créé par Szymon Konarski a joué au XVIII^e siècle et bien au delà ce rôle de préservation de l'identité nationale, en introduisant dans l'enseignement la langue polonaise auprès du latin, le français et l'allemand, mais aussi les disciplines scientifiques de l'époque, le droit et « l'amour de la patrie polonaise ».
- 7 Des occupations étrangères successives, la Pologne a hérité des bribes des systèmes éducatifs russe, autrichien, prussien. L'acte sur l'éducation de 1932 établissait une base commune pour les écoles secondaires qui concernaient, il est vrai, moins de 10 % de la population scolaire à l'époque. L'influence soviétique après 1948 pesa sur le système éducatif polonais, notamment par la place accordée à l'enseignement scientifique et technique, au point d'occulter la tradition éducative originelles basée sur l'humanisme. Si la scolarisation secondaire progressa (elle atteignit 83 % en 1989), elle n'évita pas les fortes différences de niveau entre établissements, familles et régions, contredisant le principe d'une égalisation des chances¹. Le changement de régime en 1989, laissait un système éducatif en mauvaise posture avec le plus bas taux d'instruction au niveau du tertiaire, juste devant le Portugal².

L'enseignement secondaire en Pologne : structures actuelles

- 8 Le système éducatif polonais a donc hérité de plusieurs systèmes qui se juxtaposent parfois au prix de nombreux compromis et dérogations. Ainsi, le primaire dure huit années, mais avec la possibilité de scolariser les enfants dès l'âge de six ans dans des classes « zéro », opportunité saisie par 90 % des familles.
- 9 C'est donc au bout de neuf années que la majorité des élèves accède au secondaire. Cinq filières sont prévues qui sont autant de corridors d'orientation dotés de leurs propres systèmes de certification :
- le lycée général (*liceum ogólnokształcące*) et le lycée technique (*liceum techniczne*) : ces deux établissements comportent les classes I à IV (quinze à dix-neuf ans) et, en matière de

certification, une attestation de scolarité mentionnant les disciplines et les notes obtenues lors de la dernière année. Il n'y a pas d'examen final ;

- le lycée professionnel (*liceum zawodowe*) comporte les classes I à IV (quinze à dix-neuf ans) et prévoit pour la certification la mention des notes obtenues et un examen de sortie (*egzamin z nauki zawodu*) ;
 - le *technikum*, classes I à V (quinze à vingt ans) comporte également une attestation mentionnant les résultats de la dernière année et les résultats obtenus à l'examen de sortie (*egzamin z przygotowania zawodowego*) qui confère le titre de technicien ;
 - l'école professionnelle de base (*szkola zasadnicza*) forme en trois ans (de quinze à dix-huit ans) des ouvriers qualifiés dans différents secteurs de la production.
- 10 Les quatre premiers établissements donnent accès au baccalauréat, la *matura*, et on voit que les filières techniques et professionnelles se sont peu à peu frayé une voie vers la *matura*.

Le baccalauréat polonais : la *matura*

- 11 L'enseignement polonais ne connaît actuellement qu'un seul type d'examen national de maturité de fin secondaire. La *matura* comprend des épreuves orales et des épreuves écrites selon la procédure suivante :
- épreuves écrites : rédaction en langue polonaise ; une matière au choix parmi plusieurs disciplines (langues vivantes, histoire, biologie, géographie, chimie, physique) ;
 - épreuve orale de compréhension d'un texte lu ou écouté en langue étrangère.
- 12 Ces épreuves sont préparées par des commissions convoquées au plan local par le *Kurator Oswiaty* qui représente le ministre dans la voïévodie (il existe 16 voïévodies en Pologne). Ces épreuves portent sur les disciplines étudiées dans les établissements de la région. La qualité des épreuves repose donc sur la seule responsabilité du *kurator*. La notation reste libérale : les notes sont limitées à une échelle de 1 (insuffisant) à 6 (excellent) mais on réussit l'examen avec des notes allant de 2 à 6.
- 13 Ces éléments confèrent donc à la *matura* un caractère interne très marqué. Ayant subi peu de modifications au fil des années, elle est souvent critiquée pour son caractère désuet. La *matura* ne permet pas d'accéder à l'université ni de poursuivre des formations dans l'enseignement supérieur.

Réforme de l'enseignement secondaire polonais

- 14 Une réforme importante a été initiée à partir de 1999 par le gouvernement de centre droit issu des élections de 1997, et dominé par l'AWS (Solidarnosc) et d'autres partis de droite. La durée de l'école primaire est ramenée à six années (de six ou sept ans jusqu'à l'âge de douze ans). La caractéristique majeure est la création d'un premier cycle du secondaire dans un établissement baptisé *gimnazjum*, plus ou moins proche du collège français. Ce cycle se termine par un examen.
- 15 Le lycée d'enseignement général garde le nom de *liceum*. La scolarité est ramenée à trois années.
- 16 Les autres établissements prendraient le nom de leur spécialité professionnelle : la décision n'est pas encore prise sur cette question des appellations. Il est question de les remplacer par un seul établissement, le *liceum porofilowane*.

- 17 Le *technikum* voit ses études réduites à trois années menant à la *matura* comme dans le *liceum*, suivies d'une année supplémentaire d'études professionnelles aboutissant à un examen et un diplôme professionnels.
- 18 Cette réforme, qui limite le secondaire aux années post-gymnasium, devrait remplacer l'ancien système dès 2004. C'est le seul niveau qui ouvrira la voie au baccalauréat.

Réforme de la *matura*

- 19 L'examen terminal de l'enseignement secondaire, la *matura*, subit évidemment les contre-coups de cette réforme. La principale innovation est que la nouvelle *matura* deviendrait un examen externe. En fait, avec cet art du compromis où excellent les autorités polonaises, l'examen revêtirait deux formes :
 - une forme intérieure qui serait gérée par les établissements sans intervention de l'extérieur et qui consisterait en des épreuves orales concernant la langue polonaise et une langue vivante.
 - une forme externe organisée par un organisme nommé « *Centralna Komisja Egzaminacyjna* », qu'on peut traduire par « commission centrale d'examen » (CCE), organisme unique et centralisé pour toute la Pologne. Cette commission serait structurée dans les régions en « commissions régionales d'examen » (CRE) au nombre de huit pour tout le pays, donc inférieur au nombre de voïévodies. La partie externe de l'examen se compose d'épreuves écrites en langue polonaise, en langue vivante (anglais, allemand, russe, français, espagnol), d'une épreuve de mathématiques, d'une matière à option (biologie, chimie, physique, astronomie, géographie, histoire, informatique, langue vivante supplémentaire, latin, grec, éducation civique).
- 20 La CCE et les CRE seront des organismes indépendants chargés de préparer et gérer les examens pour l'ensemble de l'enseignement primaire et secondaire. L'objectif est d'évaluer de manière indépendante et objective la qualité de l'enseignement et d'estimer les niveaux exigibles pour les passages du primaire au *gimnazjum*, puis au secondaire, avant d'organiser la « nouvelle *matura* » qui ouvrirait la porte des universités et de l'enseignement supérieur.
- 21 Actuellement, les membres des commissions sont désignés et en cours de formation. Ils ont recruté et formé dans chaque région des « *leaders* » pour chaque discipline, chargés à leur tour de former les enseignants à ces nouvelles procédures. Parallèlement sont actuellement formés des experts ou examinateurs dont la compétence sera validée par le ministère de l'Éducation en qualité de membres des jurys d'examen. La *matura* ainsi prise en charge par les commissions nationales et régionales change de visage. Les questions, les sujets d'examen, les règlements seront préparés désormais à ce niveau. L'échelle de notation serait propre à chaque discipline et non plus « globalisée ».
- 22 La précision et la rigueur qui semblent présider à cette mise en place de la nouvelle *matura* incitent les universités à inscrire les titulaires de la *matura* sur les listes d'étudiants.

Débat et tumulte

- 23 Depuis la mise œuvre de la réforme, les élections de septembre 2001, en portant au pouvoir une coalition de gauche du SLD (Alliance démocratique de gauche), des

travailleurs et du Parti paysan (PSL), ont apporté un changement radical dans le paysage politique polonais. Certes, l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne crée de nouvelles contraintes en matière d'éducation ou nécessite du moins une certaine harmonisation. Mais il semble difficile à la nouvelle coalition d'appliquer tel quel un programme élaboré par une autre majorité. Les tenants de l'ancien régime communiste pèsent également de tout leur poids pour sauver une partie de l'ancien système (les *technikums* par exemple, que le précédent gouvernement voulait supprimer). Le gouvernement a pour l'instant suspendu l'application de la réforme de 1999 en justifiant sa décision au vu de la préparation insuffisante des élèves et des enseignants au nouveau système, du côté « radical » de ce bouleversement ainsi que du coût financier de l'opération.

- 24 La confusion règne actuellement parmi les enseignants. Les syndicats sont divisés sur la question : le syndicat proche de SLD est contre la réforme, Solidarnosc est pour. La confusion croît encore lorsqu'on découvre que des étudiants ont travaillé en fonction des données nouvelles : ils sont 6 741³ à avoir déjà passé les épreuves de la nouvelle *matura* qui, bien que ne devenant obligatoire qu'en 2005, pouvait être tentée dès 2002. L'art du compromis...

NOTES

1. Lê Thanh Koi, *Education et Civilisations. Genèse du monde contemporain*. UNESCO-Bruno Leprince-Horizons du Monde, Paris 2001.
 2. Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). *Les indicateurs de l'OCDE*, Paris, 1997.
 3. Soit 1,3 % des effectifs des classes terminales (564 000 étudiants).
-

INDEX

Index géographique : Pologne

Mots-clés : diplôme, enseignement secondaire, système éducatif

AUTEURS

PIERRE-LOUIS GAUTHIER

Expert près la Commission européenne.

JAN KURIATA

Directeur de l'Institut franco-polonais de Koszalin, Pologne.